

Des riches de plus en plus riches

Louis Maurin, *Alternatives Economiques* n°291, mai 2010

Bonne nouvelle: l'Insee a publié de nouvelles données sur les plus aisés. Mauvaise nouvelle: ils s'enrichissent beaucoup plus vite que le reste de la population.

Pour la première fois, l'Insee diffuse des données sur les revenus les plus élevés. Jusqu'à présent, l'Institut s'arrêtait au seuil des 5% les plus riches; désormais, des éléments sont disponibles concernant le 0,01% les plus aisés. On demeure pourtant loin du compte: les impôts ne sont pas déduits et les revenus financiers demeurent en revanche sous-estimés... En outre, les données s'arrêtant aux années 2004 et 2007, il est très difficile de porter un jugement sur les évolutions en cours. Voyons quand même ce que nous apprennent ces nouveaux chiffres.

Salaires: le jackpot

Pour l'immense majorité des salariés, les hausses de salaires demeurent très modestes. Au cours de la période 1996-2006, les salaires mensuels bruts des 90% les moins rémunérés ont progressé d'environ 6%. Un peu plus pour le bas de l'échelle, du fait de la forte hausse du Smic liée à la mise en place des 35 heures. Ce qui représente des montants compris entre 100 et 240 euros mensuels selon le niveau de salaire. Tout en haut, l'affaire est différente: le 0,1% les mieux payés (25 000 euros par mois en moyenne) ont vu leur paie progresser de 28%, soit un gain de 5 400 euros¹ (1).

Evolution des salaires mensuels bruts à temps complet entre 1996 et 2006

	1996	2006	Gain en euros	Gain en %
10 %	1 251	1 382	+ 131	+ 10,5
20 %	1 418	1 551	+ 133	+ 9,4
30 %	1 572	1 702	+ 130	+ 8,3
40 %	1 756	1 865	+ 108	+ 6,2
50 %	1 931	2 050	+ 119	+ 6,2
60 %	2 149	2 282	+ 133	+ 6,2
70 %	2 448	2 599	+ 151	+ 6,2
80 %	2 921	3 102	+ 180	+ 6,2
90 %	3 905	4 146	+ 241	+ 6,2
95 %	5 102	5 471	+ 369	+ 7,2
98 %	7 133	7 725	+ 592	+ 8,3
99 %	8 959	9 995	+ 1 036	+ 11,6
99,9 %	19 374	24 800	+ 5 426	+ 28,0

Source : Insee, données fiscales

Lecture: 90% des salariés gagnaient moins de 4 145 euros par mois en 2006.

Qui sont les riches?

Pour parler des riches, l'Insee est bien obligé de les définir, ce qui est très rarement le cas. Pour l'Institut, les "hauts revenus" commencent au seuil des 10% les plus aisés, ceux qui gagnent plus de 35 677 euros par an, ou 3 000 euros par mois pour une personne seule². Certes, on est très loin du 0,01% du haut de la pyramide, dont les membres touchent 82 000 euros par mois au minimum et 105 000 euros en moyenne. Mais à 3 000 euros, on entre dans le dixième le plus riche de la population, et on touche deux fois plus que le revenu médian (la moitié gagnent plus, l'autre moitié gagne moins). Soit bien au-dessus de la fameuse classe "moyenne", même qualifiée de "supérieure".

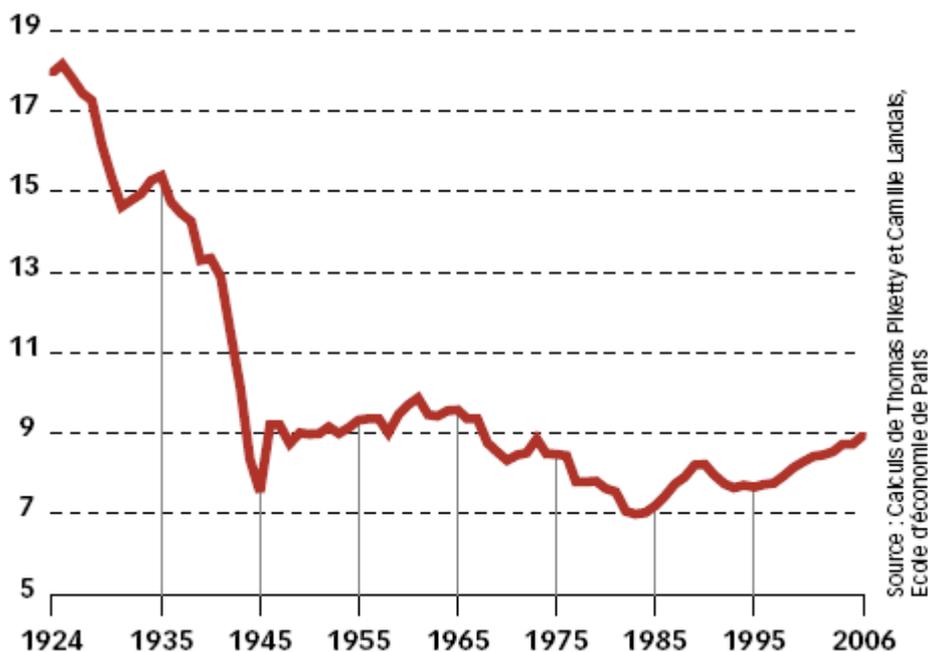
¹ "Partage de la [valeur ajoutée](#), partage des profits et écarts de rémunérations en France", rapport de Jean-Philippe Cotis, Insee, mai 2009.

² Toutes les données de cet article concernent les revenus imposables, donc avant impôts, pour une personne seule.

Ces hauts revenus reçoivent un quart des revenus d'activité (surtout des salaires), mais les deux tiers des revenus du patrimoine et les quatre cinquièmes des revenus dits "exceptionnels", notamment les plus-values lors de la vente d'actions. Les "très hauts revenus", le 1% les plus riches, selon l'Insee, captent à eux seuls 5,5% des revenus d'activité, 32,4% des revenus du patrimoine et près de la moitié des revenus exceptionnels. Il s'agit d'environ 600 000 personnes, qui perçoivent en moyenne 10 000 euros par mois, toujours avant impôts.

Le retour des "années fric" ?

Contrairement à ce que l'on croit souvent, la France est aujourd'hui beaucoup moins inégale qu'elle a pu l'être au début du XXe siècle, comme le montrent les données publiées par Thomas Piketty et actualisées par Camille Landais³ sur la période 1900 à 2006. Le 1% des revenus fiscaux les plus élevés percevait environ 20% du revenu total au début du XXe siècle. Dans les années 1940, cette part est tombée à 7,5%. Le krach de 1929 puis la guerre sont passés par là. La période des Trente Glorieuses a été marquée par une élévation des inégalités. Elle a été particulièrement glorieuse pour les plus riches: leur part du gâteau remonte à 9,5% au milieu des années 1960. Mais la fin des années 1960 jusqu'aux premières années de la gauche revenue au pouvoir en 1981 profitent aux moins favorisés, la part des plus riches revenant à son niveau de l'après-guerre.



Dès le milieu des années 1980, c'est la "reprise": les plus riches s'enrichissent à nouveau davantage dans ce que l'on appellera "les années fric", dont l'entrepreneur Bernard Tapie devient l'emblème. Ces années sont entrecoupées d'une pause liée à la récession de 1993. Les données s'arrêtent à 2006. Tout indique que 2007 a été une année faste pour les plus riches, mais que 2008 et 2009 marqueront une nouvelle pause. En attendant une reprise de la marche en avant ?

Les revenus financiers ou de l'immobilier sont encore plus concentrés dans le haut de la pyramide. Plus on s'élève dans cette hiérarchie, plus les revenus du patrimoine s'accroissent: ils représentent 2,6% en moyenne des revenus des 90% les moins rémunérés, contre la moitié pour le 0,01% les plus riches. A ce niveau, les hausses de salaires comptent parfois moins dans la progression des revenus que les stratégies menées sur les marchés financiers ou dans l'immobilier.

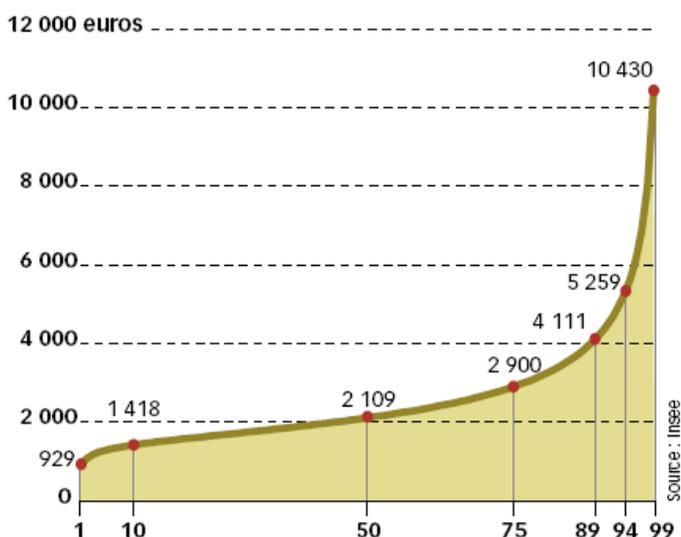
³ Ces données sont disponibles sur www.jourdan.ens.fr/~clandais/index.php

40% de plus

Autre conclusion: les riches s'enrichissent. On le savait depuis les travaux des économistes Thomas Piketty et Camille Landais, de l'Ecole d'économie de Paris⁴. L'Insee le confirme: entre 2004 et 2007, les très très riches (le 0,01% du haut de la pyramide), qui touchent 1,27 million en moyenne par an, ont gagné 40% de plus. Soit la bagatelle de 360 000 euros annuels supplémentaires ! Certes, il s'agit de données avant impôts, mais cette hausse représente à elle seule l'ensemble des gains d'un smicard durant trente années... En moyenne, les 90% les moins riches ont touché 9% supplémentaires entre 2004 et 2007, soit 1 400 euros annuels... Et encore, pour bon nombre d'entre eux, la hausse n'est que de quelques dizaines d'euros. Le nombre de riches, lui, est en plein boom: + 28% pour ceux qui déclarent plus de 100 000 euros annuels et même + 70% au-delà de 500 000 euros.

Salaires: la hiérarchie des fiches de paie

Est-on riche avec un salaire net de 4 000 euros pour un temps complet, soit environ 5 300 euros brut? Difficile de prétendre le contraire, puisqu'on appartient aux 5% les mieux rémunérés. Si l'on s'en tient au brut mensuel, 10% des salariés touchent moins de 1 400 euros par mois, la moitié reçoivent moins de 2 100 euros et les trois quarts moins de 2 900 euros. La classe moyenne des salaires se situe autour de la fourchette 1 700-2 700 euros bruts. Le 1% les mieux payés (133 000 personnes) perçoit au minimum 10 400 euros mensuels et 18 000 euros en moyenne. Il s'agit principalement d'hommes, vivant en Ile-de-France, dirigeants d'entreprise ou cadres de haut niveau, notamment dans le secteur de la finance.



Que s'est-il passé depuis? Malheureusement, il faudra sans doute attendre 2013 et la publication des chiffres 2010. Les très riches n'ont pas été à la fête en 2008 et 2009: le krach boursier a sérieusement pesé sur les revenus variables (comme l'intéressement) et sur les revenus financiers, notamment issus d'actions. Mais le phénomène est impossible à mesurer avec précision. Reste que la baisse récente est loin d'avoir compensé la hausse des années précédentes, et au premier frémissement de l'activité économique, ces revenus se remettent très vite à grimper. En tout cas dans le domaine de la finance, où les bonus des *traders* flambent déjà à nouveau...

La morale de l'histoire

La France est loin d'être le pays le plus inégalitaire du monde, mais la situation présente suffit à fâcher: on y tolère sans doute moins qu'ailleurs les écarts. La dynamique heurte les esprits autant que les niveaux eux-mêmes. L'aggravation de ces écarts est d'autant moins supportable qu'une part importante des actifs, notamment les jeunes les moins qualifiés⁵, subit de plein fouet les effets du

⁴ "Top Incomes in France: Booming Inequalities", Ecole d'économie de Paris, juin 2008. Les données ne sont pas directement comparables avec celles de l'[Insee](#).

⁵ Voir "Crise: ceux qui trinquent", *Alternatives Economiques* n° 290, avril 2010. Disponible dans nos archives en ligne.

ralentissement économique et que la France n'arrive pas à se débarrasser d'un chômage élevé depuis trente ans.

Evolution des revenus imposables déclarés, par niveau de vie, de 2004 à 2007

Revenu déclaré moyen de la tranche	2004	2007	Hausse en %	Hausse en valeur
de 0 % à 90 %	15 490	16 913	+ 9	+ 1 423
les 10 %	43 379	48 003	+ 11	+ 4 624
le 1 %	101 922	118 634	+ 16	+ 16 712
le 0,1 %	263 017	335 246	+ 27	+ 72 229
le 0,01 %	907 932	1 269 555	+ 40	+ 361 623

Source : Insee, 2010

Une situation encore amplifiée, depuis dix ans, par la baisse des impôts, avec en point d'orgue le paquet fiscal de l'été 2007. Le taux d'imposition sur le revenu des plus riches est très loin d'être confiscatoire, comme certains se plaisent à le dire. Selon l'étude de l'Insee, il est en moyenne de 20% pour les 10% les plus favorisés, et n'atteint que 25% pour ceux qui perçoivent plus de 82 000 euros de revenus mensuels... Loin, très loin du bouclier fiscal de 50% qui ne concerne, lui, qu'une poignée de contribuables.

Que doit-on faire? L'Etat ne décrètera pas un revenu maximum. La puissance publique dispose en revanche de l'arme de la fiscalité. La question dépasse de loin la progression des revenus des superriches: le niveau de déficit et d'endettement du pays, l'émergence de besoins nouveaux (retraites, dépendance...) impose un vaste effort de solidarité nationale. La croissance, même revenue, ne réglerait pas à elle seule le problème. A moins de supprimer des pans entiers de l'action publique, la question n'est plus aujourd'hui de savoir s'il faut augmenter les impôts, mais quand et comment les augmenter.